MES
MOUVEMENT POUR
L'ECONOMIE SOLIDAIRE

Edito

Nous sommes heureux de vous inviter le 23 mars (et non plus le 22) à notre prochaine rencontre "Pour un printemps solidaire" dont l'objectif sera de défendre le modèle socio-économique porté par l'Économie Solidaire pour une transition citoyenne, écologique et solidaire sur les territoires. Le programme de la rencontre se construit avec les membres du MES et plusieurs intervenants pour proposer des débats et des ateliers qui nous permettront d'élaborer collectivement nos stratégies d'action. Cette rencontre se tient à Paris, juste en amont de la plénière du Collectif des Associations Citoyennes sur le thème *Mobilisation, mise en réseau et réflexion sur l'avenir des associations*, *e*t des Rencontres de la Plaine 2018, sur le thème : « ESS et Travail : comment le travail ? pour quoi le travail ? Modes d'emplois » deux évènements qui se déroulerons le 24 mars.

Nous ouvrons maintenant cette lettre sur l'actualité du gouvernement qui, comme nous l'évoquions dans l'édito du mois de janvier, conduit quatre chantiers en lien avec l'Économie sociale et solidaire.

Ainsi nous avons pu assister le 18 janvier à l'inauguration de #FrenchIMPACT, l'accélérateur national de l'innovation sociale et au lancement du premier appel à projets « Pionniers French Impact » dont l'objectif est de construire la vitrine des entreprises innovant socialement. Un appel à candidature sera lancé en mars pour construire l'écosystème français de l'innovation sociale et expérimenter des accélérateurs locaux sur des territoires pilotes, avant l'extension du dispositif sur l'ensemble du territoire national en 2019. Il est clair que l'objectif affiché est de

soutenir, bien au-delà des sociétés de personnes (associations, mutuelles et fondations), toute entreprise qui, par son activité innove socialement en permettant d'atteindre des objectifs sociaux quantifiables générant des économies pour les dépenses publiques. C'est une vision de l'innovation sociale réduite à la seule mesure d'impact social, mais une vision qui semble rassembler largement au sein du gouvernement, puisque trois ministres entouraient Christophe Itier pour ce lancement.

Une vision qui est en cohérence avec le Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises (PACTE) et l'annonce de la mission confiée à Nicole Notat et Jean-Dominique Senard sur « entreprise et intérêt général». Comme nous l'annoncions, ce sujet soulève des interrogations des acteurs de l'ESS qui se mobilisent pour valoriser la contribution et l'expérience de l'ESS sur ce sujet. Ainsi Michel Prugue, président de Coop de France, déclare dans une tribune publiée dans Up Magazine ce 8 février : « *Inspirées du modèle anglo-saxon des « B.CORP », ces entreprises « à mission » seraient ainsi plus citoyennes, plus modernes, plus engagées… plus humaines ! En effet, une entreprise peut être régie par autre chose que la rentabilité véloce du capital et le profit court-terme de ses actionnaires ; les personnes qui la composent peuvent être respectées, leur participation peut être valorisée ; le long terme peut être protégé au nom des intérêts collectifs des femmes et des hommes d'aujourd'hui et de leurs enfants, et des enfants de leurs enfants. Tout cela peut paraître extrêmement innovant, mais pour nous, c'est notre quotidien alors que nous sommes parfois … de très vieilles entreprises !* » Voir également sur ce point les tribunes parues dans la lettre mensuelle n° 117 du CIRIEC et notamment celle de Jean Gatel qui fut secrétaire d'État, chargé de l'Économie sociale.

Si le Mouvement pour l'économie solidaire conçoit/entend cette volonté de moraliser les entreprises lucratives pour tendre vers un capitalisme plus éthique, nous restons vigilants à ce que la notion d'intérêt général ne soit pas dénaturée. Nous restons surtout mobilisés afin de défendre la diversité des dynamiques citoyennes qui œuvrent pour une transition vers une société plus solidaire, plus juste et plus durable. Si, comme le déclarent les Echos, une majorité de patrons serait favorable aux entreprises à mission y voyant une nouvelle possibilité pour les entreprises d'aller plus loin dans la RSE et de dépasser le green ou le social washing, pourquoi ne pas proposer à ces entreprises de répondre aux obligations imposées aujourd'hui par l'agrément ESUS, ce serait déjà une belle avancée.

Quant à l'avenir de la représentation politique de l'ESS française, que Christophe Itier aimerait restructurer, ESS France a lancé une concertation avec le CNCRESS et l'UDES. Le Mouvement pour l'Economie Solidaire (membre d'ESS France) souhaite en premier lieu rappeler qu'ESS France a permis le rassemblement d'une grande diversité des dynamiques de l'ESS et que nous avons besoin d'un espace

de dialogue et de représentation nationale. Dans le cadre d'une réorganisation, nous serions favorables à un rapprochement du CNCRESS et d'ESS France pour toujours mieux penser l'articulation entre le national et le territorial. La reconnaissance consulaire des CRESS serait aussi un axe de progrès pour l'organisation en région. Enfin, L'ESS doit être doit être encore mieux reconnue dans l'espace des partenaires sociaux et l'UDES devrait être reconnue comme organisation interprofessionnelle.

Enfin dernier chantier, la société de l'engagement. Après l'arrêt des contrats aidés et la mise en place du dispositif Parcours emploi compétence, sur lequel nous proposons une analyse et des propositions dans cette lettre, le Gouvernement déclare son soutien aux associations et dans le droit fil des déclarations d'Édouard Philippe le 9 novembre aux Grands Voisins , « *un groupe de travail de co-construction de la politique vie associative du Gouvernement* » a été lancé le 13 décembre, piloté conjointement par le ministère de l'Éducation nationale, le Haut-Commissariat à l'ESS et le Mouvement associatif. Nous participons actuellement dans le cadre de cette concertation, en lien avec le Collectif des Association citoyennes, aux trois groupes de travail mis en place : Politique de soutien, d'appui et d'accompagnement des associations ; Développement et consolidation des activités d'utilité sociale des associations ; Mieux reconnaître le bénévolat et développer une société de l'engagement. L'heure est à l'élaboration de fiches de proposition. Plusieurs sont en cours de rédaction avec le Collectif des Associations Citoyennes qui organise régulièrement des temps d'échanges et de coconstruction avec toutes les associations citoyennes qui souhaitent participer. Rejoignez-nous.

Bonne lecture, et n'hésitez pas à nous relayer vos prochaines actualités :

contact@le-mes.org

Pour le Mouvement de l'Économie Solidaire, Bruno LASNIER coordinateur national

---

L'économie Solidaire en débat

Analyse et proposition, sur le Dispositif « parcours emploi compétences »

Suite à la publication du rapport « Donnons-nous les moyens de l'inclusion » et de la

circulaire du 11 janvier relative aux "Parcours Emploi Compétences et aux Fonds d'inclusion dans l'emploi des personnes les plus éloignées de l'emploi", Le Mouvement pour l'Economie Solidaire communique son analyse et des propositions, lire et téléchargé le communiqué ici.

Les actions du Mouvement

ATTENTION Changement de date

Le Mouvement pour l'Économie Solidaire organise

le 23 mars 2018

à la Maison des réseaux artistiques et culturels, 221 rue de Belleville, 7519 Paris

une journée de mobilisation :

Quel modèle socio-économique pour les initiatives solidaire ?

Une invitation pour les organisations, entreprises solidaires et réseaux membres du Mouvement, ses partenaires et tout citoyen qui souhaite s'informer.

Une journée dynamique qui renforcera nos espaces d'échanges et de coopération autour des enjeux de l'accompagnement des structures et des modèles économiques avec une ambition : construire des solutions et des réponses

Le programme s'organisera autour de quatre enjeux :

- *Quelle coopération socio-économique pour une transition citoyenne écologique et solidaire?* Accompagnements, outils pour faire évoluer l'économie vers un modèle plus juste, écologique et solidaire sur un territoire, en associant toutes les parties prenantes.
- *Un modèle économique qui se développe?* le financement des structures de l'ESS aujourd'hui : modalités d'hybridation de ressources (secteur public, privé, auto-

financement). Finances solidaires, éthique et nouvelles pratiques d'investissement social : analyse critique et retour d'expériences.

- *De l'intérêt général à l'investissement social, les enjeux de l'utilité sociale des initiatives solidaires ?* Évaluer et piloter l'utilité sociale des initiatives et organisations solidaires, pratiques démocratiques et utilité sociale, place des parties prenantes internes et externes.
- *Force des initiatives citoyennes et solidaires et mouvement : regroupement, structuration et convergence, la puissance du pouvoir d'agir collectif.*

Des à présent réservez le 23 mars 2018, découvrez le programme et inscrivez vous ici

---

Les actions des membres

Rencontre nationale du

mouvement des AMAP pendant le printemps d'InPACT

L'agriculture citoyenne fait sa Prise de Terre à la Ferme de la Basse-Cour à Arnouville (28310 GOMMERVILLE)

Le Mouvement Inter Régional des AMAPS vous invite a participer du vendredi 18 au dimanche 20 mai 2018 au Printemps d'InPACT : un large rassemblement à la ferme, pendant 3 jours, de structures collectives et de citoyen-ne-s, pour affirmer la nécessité d'une réorientation radicale de notre modèle alimentaire et agricole.

Au programme :

Vendredi 18 mai : Rencontre nationale du mouvement des AMAP et AG du Miramap

Samedi 19 et dimanche 20 mai : visites de fermes, ateliers et débats, stands et animations

Tous les jours : conférences (vendredi à partir de 18h), banquets, spectacles et concerts, expositions (Festival Prise de terre - art à la ferme)

plus d'info ici

Ce DDTour vous propose de décrypter le parcours original d'un quartier marqué par l'industrie lourde et aujourd'hui tourné vers une autre économie où co-existent des acteurs de l'économie circulaire, collaborative et qui peu à peu se tournent vers les Communs.

Les associations APES Haut de France et INTERPHAZ, investies dans le développement de l'**Économie Sociale et Solidaire** et la notion de **Communs**,vous invitent à une

ballade pour découvrir de nouveaux modèles économiques et les **acteurs d'une transformation territoriale sur le quartier de Fives**, à Lille. Des logiciels libres aux jardins partagés, de la cartographie à l'énergie renouvelable, en passant par les AMAPs et les épiceries coopératives, les « Communs » sont partout !

pour plus d'info c'est ici

Le projet de loi sur l'alimentation ne permet pas d'engager la transition

Artisan du Monde et Commerce Équitable France dénonce, dans un communiqué de presse publié le 5 février, le manque d'ambition du projet de loi faisant suite aux États Généraux de l'Alimentation.

retrouvez le communiqué de presse ici

Partenariats et Réseaux

colloque « Europe & ESS, l'heure est venue ! »

Le Ripess propose sur son site un retour sur le colloque « ESS et Europe » coorganisée par le RTES et REVES le 12 janvier dernier à Lille. Avec près de 170 participants, et des débats d'une grande densité, la journée a été une réussite et un fort encouragement à poursuivre le travail engagé, Pour découvrir les constats, enjeux et perspectives que le Ripess ressort de cette journée c'est ici

---

Pour une démocratisation de la politique européenne de commerce et d’investissement

Depuis plusieurs mois et dans différents pays européens, des organisations de la société civile, des syndicats, des organisations d’agriculteurs, des entrepreneurs, des consommateurs et des élus locaux ont multiplié les appels en faveur d’une démocratisation de la politique commerciale. Ils demandent une refonte complète du processus de négociation et de décision pour les accords de commerce et d’investissement en cours de négociation et à venir. Le MES membre du collectif Anti TAFTA , c'est associé avec 25 autres organisation pour proposer des principes directeurs et neuf mesures pour un processus démocratique.

Pour lire le communiqué de Presse, c'est ici

Forum Social Mondial 2018

Les inscriptions pour le Forum Social Mondial 2018 (FSM 2018) qui aura lieu entre le 13 et le 17 Mars a Salvador de Bahia au Brésil sont ouvertes sur www.fsm2018.org.

Appel citoyen pour des états généraux de la santé

Parce que la prise en charge de notre santé par l'hôpital public nous concerne tous, le Mouvement pour l'économie Solidaire a signé et vous invite à signer l'appel citoyen pour des états généraux de la santé, lancé à l''initiative de **Philippe Abecassis**, *Économiste* | **Yannick Bosc**, *Historien* | **Alima el Bajnouni**, *Juriste* | **Nathalie Coutinet**, *Économiste* | **Jean-Paul Domin**, *Économiste* | **Fabienne Orsi**, *Économiste* | **Frédéric Pierru**, *Politiste*, pour soutenir l'appel lancé le 16 janvier 2018 par les mille médecins hospitaliers et cadres de santé dans les pages de *Libération* .

Pour que la société civil s'associe au combat des professionnels de la santé pour défendre un bien commun à tous : l'hopital, appelez à votre tour la tenue

de ces états généraux de la santé en signant l'appel ici

A lire, à voir

Les contrats à impact social : une menace pour la solidarité ?

Un article de Jean-Sébastien Alix, Michel Autès, Nathalie Coutinet et Gabrielle Garrigue publié le 16 janvier 2018 sur le site **la vie des idées.** qui analyse l'impact des ces contrats sur la construction de l'action sociale.

La transformation sociale par l'innovation sociale

Un ouvrage collectif sous la direction de Juan-Luis Klein , Annie Camus , Christian Jetté , Christine Champagne , Matthieu Roy édité par Presse de l'Université du Québec, Collection Innovation sociale.

Un livre publié en 2016 mais qui reste d'actualité dont les textes analysent et illustrent bien les pistes de réflexion que pose la transformation sociale par l'innovation sociale à travers les processus expérimentés par des collectif de citoyens pour tenter de transformer la société.

Résumé de l'éditeur :

Les innovations sociales, à la manière de bougies d'allumage, engendrent des actions collectives qui proposent des solutions différentes de celles des pratiques dominantes en mettant l'économie au service des personnes et de la société. Or la simple multiplication des innovations sociales ne peut générer la transformation sociale à elle seule. La mise en relation des mouvements sociaux et de leur visée émancipatrice est nécessaire pour

façonner de nouvelles normes et règles et mettre en place de nouveaux sentiers institutionnels.

Ce sont certains de ces nouveaux sentiers que montrent les textes regroupés dans cet ouvrage. Fruit du IVe Colloque international du Centre de recherche sur les innovations sociales, il expose les enjeux que pose la transformation sociale par l'innovation sociale et les documente par des illustrations ciblées sur des thématiques ou des expériences précises. Une discussion théorique sur le lien entre l'innovation sociale et la transformation sociale est d'abord proposée, puis les méthodes d'analyse de l'innovation sociale, le partage de connaissance entre les chercheurs et les acteurs sociaux, le rôle de l'État et des politiques publiques, l'économie solidaire et la place de l'entreprise sociale sont abordés.

L'ensemble des textes analytiques et des textes illustratifs de cet ouvrage offre des pistes de réflexion sur la transformation sociale par l'innovation sociale, c'est-à-dire sur la façon dont certaines expérimentations aboutissent à la transformation de la société. L'ouvrage met ainsi de l'avant le rôle des citoyens et des organisations qui travaillent pour le bien-être des collectivités en expérimentant des solutions à leurs problèmes et en se mobilisant pour exiger leur reconnaissance. Il vise à poser les jalons pour comprendre et participer à la reconstruction sociale déjà à l'œuvre, dans le but de la renforcer.

2016, 494 pages, D4387, ISBN 978-2-7605-4387-4

Appel à projet

Appel à projets 2018 Fondation de France : La transition écologique, ici et ensemble

« Le changement climatique, la rareté des ressources, la perte accélérée de la biodiversité et la multiplication des risques sanitaires environnementaux sont autant d'enjeux auxquels l'humanité doit répondre. La nécessité s'impose de faire évoluer les sociétés humaines vers des modes de vie post-carbone, écologiques et durables. En France, cette transition commence à être prise en compte dans les politiques publiques. Des initiatives émergent également des territoires, portées par des collectifs à la recherche de solutions à l'échelle locale. La Fondation de France, convaincue de l'efficacité de l'action menée collectivement, souhaite participer au développement de ces dynamiques territoriales. Quel que soit le territoire concerné (rural, littoral, urbain, péri-urbain, montagnard…), et quelle que soit la thématique (énergie, climat, agriculture, alimentation, biodiversité, déchets…).

La Fondation de France propose de soutenir des projets qui :

- ont pour objet de concourir à la transition écologique dans son ambition transformative et solidaire de la société. La transition écologique doit permettre l'évolution de la société vers de nouveaux modes de vie à travers la réappropriation sociale des défis environnementaux ;
- prennent la forme d'actions portant sur l'expérimentation, la mise en oeuvre puis la diffusion de pratiques ;
- s'appuient, dans une dynamique collective, sur une large participation des citoyens et des parties prenantes du territoire. La Fondation de France fait le pari que c'est de cette large participation à une échelle locale que pourra naître un changement profond et durable des modes de vie.

L'appel à projets s'adresse à des collectifs locaux organisés : associations, groupements, éventuellement petites collectivités. Ces organismes doivent avoir un ancrage local, en France (métropole et outremer), et être sans but lucratif ou à gestion désintéressée. »

Date limite de transmission des dossiers : 11 avril 2018

Contact : environnement@fdf.org

https://www.fondationdefrance.org/fr/la-transition-ecologique-ici-et-ensemble-0

Mouvement pour l'Economie Solidaire

www.le-mes.org